



# Plus



*Le Canada fête ses 40 ans dans l'espace*

Un dossier d'Olivier-Louis Robert

pages B6 et B7

*Où s'en va Jean Charest?*

Une analyse de Denis Lessard

page B3

*L'Europe coincée entre l'Irak et les États-Unis*

Un texte d'Isabelle Hachey à Londres

page B5

La Presse

CAHIER B | LA PRESSE | MONTRÉAL | SAMEDI 28 SEPTEMBRE 2002

# AMÈRE PILULE

## L'approche santé de Legault au pilori



ALEXANDRE SIROIS

*La cote de popularité du ministre de la Santé, François Legault, est en chute libre chez les médecins. Son approche « autoritaire » est dénoncée. Certains parlent de « conscription sauvage » et de « dictature » depuis que la loi d'exception est entrée en vigueur pour maintenir toutes les urgences ouvertes 24 heures sur 24. La méthode Legault, qui a connu de francs succès en éducation, peut-elle fonctionner en santé ?*



« C'est n'est pas une solution parfaite mais c'est la seule solution. » François Legault savait déjà, le 23 juillet dernier, que donner le feu vert à une loi d'exception afin de maintenir les urgences du Québec ouvertes en tout temps n'était pas l'idéal.

C'est ce qu'il avait admis ce jour-là devant les médias, quelques minutes avant d'entrer en contact par téléphone avec les autres ministres du cabinet Landry pour leur annoncer sa décision d'opter pour une telle loi et les exhorter à l'appuyer.

Deux mois plus tard, dire que cette solution n'était « pas parfaite » relève de l'euphémisme. Le remède de cheval du ministre donne de sérieux maux de tête au réseau. Vrai, grâce à la loi, toutes les urgences de la province demeurent ouvertes 24 heures sur 24, sept jours sur sept.

En revanche, les ratés de la loi irritent les médecins un peu plus chaque jour. L'exemple le plus frappant aura été lorsque la régie régionale du Saguenay—Lac-Saint-Jean a forcé, la semaine dernière, à 24 heures d'avance, deux urgentologues de l'hôpital de l'Enfant-Jésus de Québec à assurer des quarts de garde au Carrefour de santé de Jonquière.

« C'est presque de la dictature », avait répliqué l'un des deux médecins, Jean Ringuet. Pour aller passer une nuit à Jonquière s'occuper de cas en général mineurs, il devait annuler deux quarts de travail aux urgences de son propre hôpital, un centre tertiaire de traumatologie où les urgences traitent des cas lourds.

« Je pense que le ministre a raison d'affirmer que les médecins, dans un contexte de pénurie, doivent donner priorité à leurs activités et toujours assurer les services prioritaires, dont ceux des salles d'urgence », admet le président de la Fédération des médecins

omnipraticiens du Québec, Renald Dutil.

Il affirme toutefois que la façon dont Québec souhaite régler le problème n'est assurément pas la bonne. « Cette loi spéciale était un mauvais moyen. Je l'ai dit en juillet et je le redis encore avec plus de force maintenant qu'on assiste à de nombreux dérapages et d'effets secondaires de cette loi », souligne-t-il.

Le Dr Dutil est tout aussi critique lorsqu'on lui demande de décrire l'approche Legault en santé dans son ensemble. « Telle qu'elle s'est manifestée ces derniers mois, c'est une approche autoritaire et unilatérale, dit-il. Une approche de loi spéciale, d'huissiers et de médecins qu'on considère comme des pions. Qu'on peut manipuler comme des chiffres qu'on transporte d'une colonne à l'autre. »

### Mort à Shawinigan

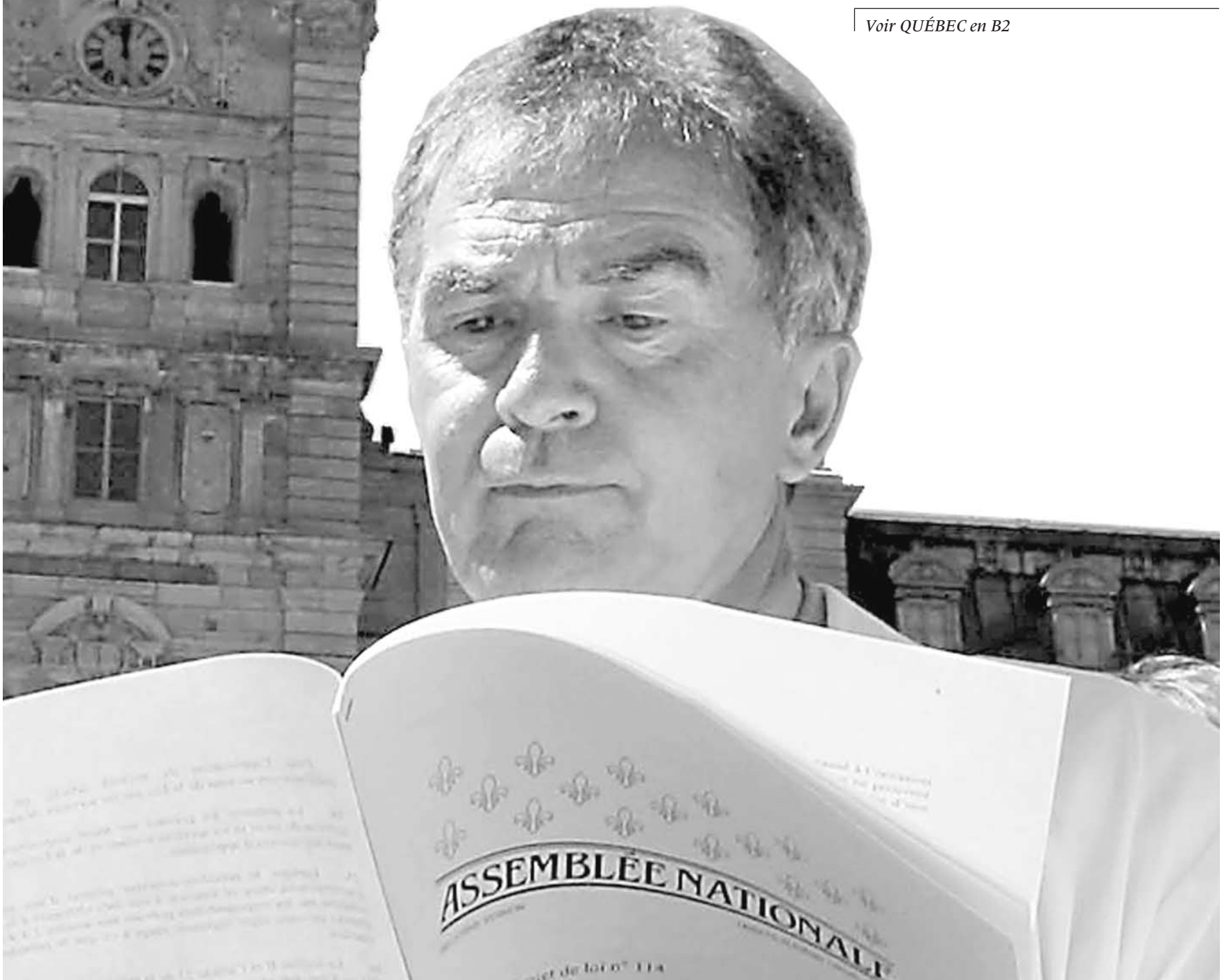
Si on veut remonter à la source de la loi d'exception, il faut se rendre à Shawinigan. C'est là où, le jeudi 20 juin, peu après minuit, Claude Dufresne est mort des suites d'une crise cardiaque dans une ambulance en direction de Trois-Rivières. L'homme de 51 ans habitait à quelques pas de l'hôpital de Shawinigan, mais il n'a pas pu y être admis car les urgences de l'établissement étaient fermées la nuit depuis le début du mois, faute de médecins intéressés à y travailler.

Une semaine plus tard, le ministre de la Santé expédie une lettre à la Fédération des médecins omnipraticiens et à huit régies régionales de la santé et des services sociaux concernées par les problèmes de fermeture des urgences. Il explique qu'il estime qu'il s'agit d'une « situation intolérable » et affirme noir sur blanc qu'une loi d'exception est envisagée.

« Si nous ne pouvons parvenir à régler les situations potentielles de rupture des services d'urgences, je me verrai dans l'obligation de présenter une législation spéciale pour assurer le maintien des services prioritaires et essentiels que sont les urgences », écrit-il.

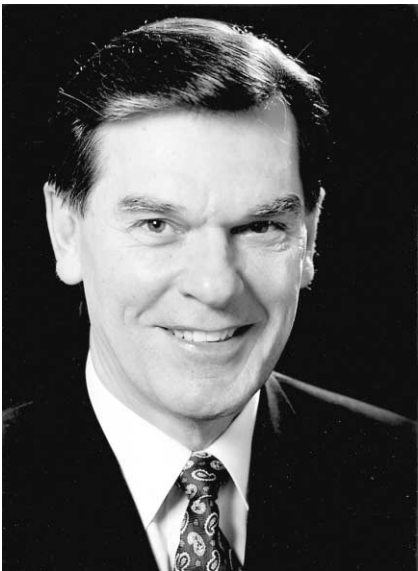
Voir QUÉBEC en B2

Le 25 juillet dernier, en pleine canicule, les députés sont réunis à Québec pour voter une loi d'exception obligeant les médecins à travailler dans les urgences des hôpitaux du Québec. Le même jour, les médecins manifestent devant l'Assemblée nationale. Le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec, Renald Dutil, prend alors connaissance du texte du projet de loi présenté par le ministre François Legault.



# FRANÇOIS LEGAULT

## De bonnes notes et des remous à l'Éducation



Photothèque La Presse  
Robert Lacroix, recteur de l'Université de Montréal.

ALEXANDRE SIROIS

François Legault n'a pas peur de remettre en cause les idées reçues. « Il a ses idées, il va les soumettre, il va provoquer... » Ces commentaires ne viennent pas d'un médecin, mais bien du recteur de l'Université de Montréal, Robert Lacroix.

Recteur qui s'empresse d'ajouter qu'il y a une différence entre les idées émises par le ministre « pour tenter de faire évoluer les choses » et les solutions qu'il va éventuellement trouver. « J'ai réalisé qu'au bout du compte, après qu'on a vraiment échangé, il savait faire les compromis pour en arriver à une solution », dit-il après avoir côtoyé le ministre pendant plus de trois ans alors que celui-ci détenait le portefeuille de l'Éducation.

« Il est ouvert à la discussion. Il va soumettre des idées, mais c'est souvent pour nous brasser un peu. Après, on est prêt à passer à table pour vraiment discuter des choses », ajoute le recteur, qui dit avoir eu certains échanges « musclés » avec le ministre.

### D'abord la performance

M. Legault semble penser, « avec raison dans certains cas », que c'est en faisant des remous qu'on peut avancer, estime M. Lacroix. Le recteur souligne par ailleurs, comme plusieurs le font déjà remarquer en santé, que le ministre accorde énormément d'importance à la performance.

« C'est un ministre qui veut vraiment défendre la cause de son ministère et aller chercher les ressources requises, mais qui ne le fera jamais s'il n'est pas convaincu que

l'utilisation des ressources sera faite le mieux possible », dit-il.

### Certains aiment, d'autres pas!

Rétrospectivement, certains acteurs du milieu de l'éducation ne sont toutefois pas aussi enchantés par l'approche employée par le ministre pour faire avancer ses dossiers. « La méthode pour développer son plan d'affaires, pour amener les gens à y adhérer ou à partager sa vision, c'est une méthode de comptable. Une approche très liée aux chiffres, à la performance, au prix de revient, au coût par étudiant, au rendement », se souvient une source.

Comme si, en affaires, M. Legault se souciait avant tout de l'avoir des actionnaires, indique cette source. « On était vraiment dans une approche comme celle-là et compte tenu que ce qui prime à

la fin c'est le rendement pour les actionnaires, évidemment, on ne fait pas beaucoup dans la dentelle! »

Cela dit, cette même source indique que les objectifs du ministre étaient nobles et que si ses successeurs à l'Éducation suivent ses traces, ses actions auront probablement porté leurs fruits. Et derrière ces gestes, on retrouvait toujours le facteur humain, au contraire de ce que peuvent percevoir actuellement certains médecins.

« M. Legault avait une préoccupation : augmenter les taux de réussite et de *diplômation*. C'est que dans le fond, il avait à coeur la réussite de nos garçons et de nos filles. Il ne demandait pas ça pour lui ou pour nous mais pour l'avenir des jeunes en se disant que notre société en laisse beaucoup trop sur le carreau. »



Photothèque la Presse

François Legault, un ministre au coeur de la tourmente, comptable, disent les uns; plutôt préoccupé par le sort de ses concitoyens, disent les autres.

## QUÉBEC

Suite de la page B1

Une douzaine d'hôpitaux à l'époque étaient aux prises avec des ruptures de services ou s'attendaient à en connaître. Les hôpitaux de Shawinigan, de Jonquière et de Val-d'Or connaissaient les problèmes les plus sérieux. En revanche, bien peu d'acteurs du réseau, à l'époque, jugeaient que Québec irait de l'avant avec une loi d'exception.

Le jour où le Dr Dutil a reçu la lettre de M. Legault, ce dernier parlait en vacances en Europe. Il avait fixé au 15 juillet, jour de son retour au pays, la date butoir pour la proposition de solutions durables. Or, les fédérations de médecins ont beau se démener, elles n'arrivent pas à garantir à temps que des médecins pourront remplir tous les quarts de garde de l'ensemble des hôpitaux du Québec au cours des prochains mois.

Quelques services des urgences sont donc toujours en crise lorsque le ministre de la Santé retourne au travail. Et les députés des régions qui se sentent abandonnées par les médecins militent ouvertement pour l'adoption d'une loi d'exception. « À ce stade, nous sommes rendus à l'étape de la coercition », déclare le député de Saint-Maurice, Claude Pinard, le 18 juillet. À Québec, aujourd'hui, certains affirment que la loi du ministre était carrément une « loi de députés ». « L'une des grandes qualités de M. Legault, comme ministre, c'est que c'est un gars qui est très proche de ses députés », dit-on.

### En santé comme en affaires

« Je trouve comme tout le monde que la loi est malheureuse et je suis à peu près certain que M. Legault est dans le même bateau, déclare une source du milieu médical. Il a peut-être fait sa loi trop vite ou en pensant que les gens à qui il allait demander de l'appliquer étaient des gens brillants qui le feraient bien. La réalité c'est que ceux qui l'appliquent, en particulier les régions régionales, font un travail dégueulasse. »

Les médecins n'ont rien contre M. Legault ni contre la façon dont, en général, il semble vouloir gérer son ministère. Ils ont l'impression d'avoir affaire à un homme d'affaires et à un comptable qui propose des orientations intéressantes pour le système. Mais un homme d'affaires doit être en mesure de s'adapter face au système de santé, soutiennent-ils.

« Il veut des résultats à très court terme pour solutionner des problèmes qui datent souvent de plusieurs années, dont les causes sont multiples et complexes. Il n'y aura pas qu'une seule solution. Ces problèmes-là exigent un ensemble de solutions », déclare le président de la Fédération des médecins omnipraticiens du Québec.

Le président de la Fédération des médecins spécialistes pense pour sa part que le ministre devrait doubler son approche de « business-man » d'une bonne dose d'humanité. « Étant donné qu'on travaille avec la souffrance, la maladie, des problèmes financiers dans un système public où on doit faire des choix, des listes d'attente... Ça prend une approche humaine. C'est un peu ce qui a manqué au départ », dit Yves Dugré.

Le représentant des spécialistes a repris l'impression que pour M. Legault, la santé est en quelque sorte « un bien livrable ». Sauf qu'en santé, il n'est pas toujours possible de garantir les résultats, souligne-t-il. « C'est complexe. Il peut y avoir apparence d'échec parce qu'un patient peut mourir. Il peut y avoir des complications, mais ça fait partie de la maladie. La santé, ce n'est pas une paire de souliers et ce n'est certainement pas un voyage en avion. C'est autre chose. »

### Les gros bras ne paient pas

Le ministre a bel et bien loué publiquement les efforts de l'ensemble du personnel du réseau de la santé, mais son message a de la difficulté à passer chez les médecins.

« On dirait que le ministre oublie que les vrais docteurs travaillent vraiment fort avec les infirmières et les autres professionnels de la santé pour maintenir le système à flot. Il faudrait qu'il reconnaisse ça et qu'il reconnaisse sa part de responsabilité. Mais on dirait qu'il ne se sent pas du tout interpellé par ce message », déplore le président de la Fédération des médecins résidents, Stéphane Ahern

Depuis son arrivée à la tête du ministère de la Santé, M. Legault est extrêmement orienté vers la performance et l'imputabilité, constatent aussi les acteurs du milieu. S'il se rend compte que les urgences d'un hôpital sont en détresse et n'obtiennent pas de bons résultats, il aura plus tendance à se demander spontanément pourquoi les gestionnaires de cet établissement sont encore en poste avant de s'interroger sur les moyens à mettre en place pour donner un coup de main à l'hôpital.

Or, travailler dans le secteur de la santé, c'est un peu comme faire de la voile, fait remarquer Léonard Aucoin, consultant et ancien membre de la commission Clair sur les soins de santé. Impossible de contrôler les éléments qui font avancer le bateau.

« Mais il faut que tu saches comment les faire travailler pour faire avancer le bateau », dit-il, ajoutant que si le vent se lève et tu tentes de le prendre de front, tu risques de te retrouver à l'eau.

« L'approche des gros bras, ce n'est pas une façon de régler les problèmes dans un système aussi complexe que le système de santé », précise M. Aucoin. Il rappelle que l'ancien ministre libéral de la Santé, Marc-Yvan Côté avait lui aussi tenté d'être « brutal » avec les médecins. Il n'avait au bout de compte pas pu tirer son épingle du jeu.

Cela dit, politiquement, la méthode forte employée pour maintenir les urgences ouvertes pourrait être payante pour le ministre. M.

Aucoin, qui a fait le tour du Québec avec la commission Clair, se souvient que beaucoup de gens à l'extérieur des grands centres « voulaient qu'on sorte la matraque et qu'on oblige les docteurs à pratiquer en région ».

Ainsi, on peut penser que le public, particulièrement en région, verra d'un bon oeil l'adoption d'une loi spéciale et les efforts déployés par le ministre pour mieux répartir les médecins sur le territoire. « Mais à moyen terme, si ça ne se calme pas et si les problèmes se généralisent, ça reste à voir », dit M. Aucoin.

### Cercle vicieux

S'il y a un hic, il est justement là. Le ministre a fait amende honorable en conférence de presse et a dénoncé l'utilisation d'huissiers pour obliger les médecins à remplir des quarts de travail dans les hôpitaux en difficulté. Mais il peut difficilement aller plus loin puisque s'il abroge la loi comme on lui demande, certaines urgences vont encore fermer leurs portes ponctuellement.

« S'il recule trop sur la loi, il perd la face. Par contre, s'il ne recule pas et il veut reproduire avec des lois de même nature une espèce de régulation générale de la profession médicale, on va se retrouver devant une montée en charge de l'ensemble de la profession médicale qui va ressembler à celle qu'il y a eue dans les années 90 et qui va faire reculer le gouvernement et les ministres », prévoit le professeur titulaire au département d'administration de la santé de l'Université de Montréal, André-Pierre Contandriopoulos.

Le professeur dit comprendre que le ministre ait pu être tenté, avec un gouvernement en fin de mandat, d'opter pour une loi d'exception même s'il était fort peu probable que cette méthode fonctionne. « On ne peut pas modifier des problèmes structurels qui ont été produits au cours des 30 dernières années par des lois spéciales.

Et en même temps, on arrive à des situations où c'est presque impossible de ne pas être tenté de faire une loi spéciale parce qu'on est dans un cul-de-sac », dit-il.

Or, depuis les ratés de la loi d'exception, le ministre semble être de nouveau dans un cul-de-sac. La législation est temporaire, a-t-il encore répété cette semaine. Mais les médecins doivent fournir l'assurance que toutes les urgences demeureront ouvertes en tout temps s'ils souhaitent que le ministre fasse marche arrière. Pour le meilleur et pour le pire, les médecins contrariés et le ministre isolé sont donc condamnés à mettre de l'eau dans leur vin et collaborer s'ils veulent s'en sortir la tête haute, sans que la population du Québec en fasse les frais.

## Les principaux acteurs

>**FMOQ**: Fédération des médecins omnipraticiens du Québec. Comporte plus de 7500 médecins généralistes. Son président est le docteur Renald Dutil.

>**FMSQ**: Fédération des médecins spécialistes du Québec. Comporte environ 7500 spécialistes regroupés en 34 associations. Son président est le docteur Yves Dugré.

>**FMRQ**: Fédération des médecins résidents. Comporte quelque 2000 résidents, qui ont terminé leurs études en médecine et qui poursuivent une formation postdoctorale. Son président est le docteur Stéphane Ahern.

# JEAN CHAREST

## Une épine au pied du Parti libéral du Québec

QUÉBEC — Robert Bourassa avait dû arrêter, une minute, de peler sa sempiternelle orange. « Les gens vous respectent, mais ne vous aiment pas », lui avait dit, avec détachement, Grégoire Gollin, le « cerveau » de Créatec, qui, en 1985, sondait déjà pour le PLQ.

Derrière le miroir sans tain des salles de « groupes cibles », Grégoire Gollin a, pour le Parti libéral, ausculté les cerveaux de bien des Québécois à l'occasion de campagnes électorales et référendaires, entre 1985 et 1998. Il avait entrepris la campagne de Jean Charest en 1998, mais ne la termina jamais.

« Le chef ne voulait pas entendre ce que j'avais à dire, on a tiré sur le messager », expliquait cette semaine M. Gollin, dans une entrevue à *La Presse*, acceptée après 24 heures de réflexion.

Depuis près de trois ans, chaque trimestre, M. Gollin refait l'exercice pour des entreprises et des groupes d'intérêts. « Je n'ai aucun client chez les partis politiques », insiste-t-il. Il épie littéralement les remarques de groupes formés de gens ordinaires et retient ce qu'ils disent des trois chefs de parti.

Et le verdict sur Jean Charest n'a pas changé depuis 1998. « On ne sent pas chez lui un engagement total envers une cause, comme chez Lévesque, chez Bouchard, et même chez Mario Dumont... » résume M. Gollin.

Jean Charest a fait plusieurs erreurs : d'abord « il n'a jamais légitimé sa décision de passer du fédéral au provincial », il a paru longtemps indifférent au débat québécois et, même chez les libéraux, on s'inquiétait de ses longues absences des bulletins d'information télévisés.

La conclusion tombe comme un couperet, « les gens ont l'impression que Jean Charest est un opportuniste, qu'il est resté assis sur son steak en attendant que le Parti québécois coule tout seul », de dire M. Gollin, qui a été le premier, le printemps dernier, à prédire que la montée de Mario Dumont ne serait pas un feu de paille.

Même la formule récente du chef libéral, « Réinventer le Québec », est perçue comme la stratégie d'un « vendeur d'autos, d'une patente publicitaire », poursuit M. Gollin.

Dès la campagne de 1998, le spécialiste avait enjoint à Jean Charest d'être entouré de son équipe dans les publicités du PLQ — la semaine dernière, pour rendre publique sa plate-forme électorale, M. Charest avait finalement tout ses députés derrière lui. « Déjà en 1998, le problème c'était le chef... » observe l'expert pour qui il fallait dès lors « prendre acte que les Québécois entretenaient des doutes sérieux sur l'authenticité de son discours ».

Une enquête CROP vient de montrer que pour un Québécois sur trois, Jean Charest était « ce qu'ils aimaient le moins » au PLQ. Surclassé par Mario Dumont et Bernard Landry chez les francophones, M. Charest est perçu comme le moins authentique, le moins compétent des trois chefs de parti, surtout le moins « apte à gérer le changement », la formule qu'avait choisi de proposer le chef libéral. M. Charest a beau promettre « de faire encadrer ce sondage pour son bureau quand il sera premier ministre », l'inquiétude est palpable au PLQ où on cherche frénétiquement la recette pour rétablir le contact avec les électeurs et reconforter les militants.

« Quand un chef n'est pas aimé, il se doit d'inspirer le respect pour avoir une chance de gagner. Et cela n'est pas le cas de Charest ; il n'est ni aimé ni respecté », observe l'ancien gourou du PLQ, une côte impossible à remonter tant Mario Dumont a bien joué ses cartes selon lui. Et pour le patron de Créatec, même la publication récente des éléments essentiels du programme ne changera rien aux chances du PLQ.

Des vétérans du PLQ observent avec amertume les nombreux réalignements de leur parti depuis 1998. Le PLQ fut successivement le parti des réductions d'impôt, puis celui des régions puis, avec la victoire surprise dans Mercier, le PLQ tangua à gauche et devint le parti de la « compassion ». L'espace d'une manchette, M. Charest a promis qu'il renouerait avec les grands projets hydroélectriques pour revenir, plus récemment au leitmotiv des baisses de taxes et de la réduction de la taille de l'État. « On a mis quatre ans pour revenir au début », dit l'un d'eux.

Coup de tonnerre dans le ciel libéral, l'ancien partisan Marcel Dutil, le patron de Canam Manac, n'expliquait pas autrement sa défection du clan Charest pour passer à l'ADQ : « Vous l'avez vu aller comme moi », disait le Beauceron, relevant les virages nombreux du chef libéral.

Les stratégies libérales atten-



*Inquiets de voir le pouvoir leur échapper, les libéraux se réunissent en conseil général en fin de semaine au Palais des congrès. Avec la montée de Mario Dumont, les yeux se tournent vers Jean Charest pour expliquer des sondages toujours défavorables.*



Photo BERNARD BRAULT, La Presse

daient énormément de la publication de leur plate-forme électorale, il y a deux semaines. Plusieurs éditoriaux favorables, de l'espace dans les médias, l'opération semblait réussie au-delà des espérances. Après avoir encaissé sans broncher la montée constante de Mario Dumont, Jean Charest pouvait répliquer à son nouveau rival, lui demander de mettre, lui aussi, cartes sur table.

L'opération était audacieuse car, jusqu'à l'électrochoc des partielles du 17 juin, le PLQ appliquait rigoureusement la vieille recette : rien sur le programme avant la campagne. Mais après la défaite dans la complémentarité de Vimont, les libéraux étaient atterrés. D'autant plus que jusqu'en avril tout allait pour le mieux ; les députés avaient choisi leur limousine, un « comité de transition » identifiait déjà les mandarins à remplacer. Dans des cercles restreints, Pierre Bibeau avait déjà sollicité des avis sur un « secrétaire général » pour l'administration Charest : Michel Crête, mandarin évincé de la direction de Loto-Québec par Bernard Landry.

### Beaucoup de nervosité

Après deux mandats dans l'opposition, les libéraux sont obsédés par les sondages qui, unanimement, indiquent qu'ils y resteront. L'embellie d'il y a deux semaines a été bien courte. Dès lundi dernier, Mario Dumont frappa un grand coup avec un passage au Canadian Club et l'annonce que Marcel Dutil, l'un des

leaders du Québec inc. serait responsable de sa campagne de financement.

« Les gens disaient que Mario ne serait pas pris au sérieux au Canada anglais, qu'il laissait les milieux d'affaires indifférents, ce qui s'est passé cette semaine est très fort, observe Claude Gauthier de CROP. Selon lui, il sera « très difficile » aux autres partis de renverser la vapeur : MM. Charest et Landry « ont une côte presque insurmontable » devant eux.

Avec la foi du charbonnier, Robert Dobie, le président des circonscriptions de l'ouest de Montréal croit que la montée de Mario Dumont sera « un feu de paille ». M. Charest « ne *pogne* pas... mais peut-être qu'une fois en campagne il va *pogner*...il connaît bien ses dossiers. Pourquoi cela ne lève pas ? Je ne peux pas comprendre... M. Charest est présent partout ! » de dire ce vétéran.

Pour M. Dobie, les déboires de Jean Charest « font penser beaucoup beaucoup à Daniel Johnson. Les deux font tout ce qu'il faut mais cela ne lève pas ». Cette fois, Jean

Charest connaît beaucoup mieux ses dossiers qu'en 1998, il s'est beaucoup plus engagé dans le plan de match de son parti.

Ancien chef de cabinet de Louise Robic, devenu président régional pour les neuf circonscriptions de l'est de Montréal,

Mario Lebrun convient facilement qu'« il y a des gens qui disent que notre chef ne passe pas la rampe. Ils ne savent pas où il loge ». Mais « les militants n'ont pas jeté l'éponge », estime M. Lebrun pour qui il est encore temps de régler ce « problème de perception ». « À 44 ans, M. Charest est un jeune politicien qui autant que M. Dumont représente la nouvelle génération », observe-t-il.

Mais sous le couvert de l'anonymat, des députés libéraux ne cachent pas leur inquiétude. « M. Charest marche à l'abattoir et c'est à cause de vous, les médias », lance, irritée, une élue. « Il a de la difficulté à communiquer une passion, un politicien doit être perçu comme totalement dévoué, au service d'une cause », constate un autre député montréalais.

À la différence de Daniel John-

son, par exemple, Charest a une emprise quasi totale sur son caucus des députés que contrôle Ronald Poupard. Certains ont ronchonné devant la première version du plan d'action, sans « mesures concrètes », on a ridiculisé le « gouvernement en ligne » proposé à des régions qui n'ont pas même le câble. Les apparatchiks ont saupoudré des détails. Surtout ils ont ajouté un « cadre financier » que, par crainte des fuites, ils avaient gardé dans leur poche jusqu'ici.

Bien avant les milieux d'affaires, des anciens amis conservateurs ont tourné le dos à Jean Charest. Denis Pageau, proche de Jean Charest, fils de Rodrigue, défunt organisateur de Brian Mulroney au Québec, eut la surprise de sa vie récemment quand il reçut un coup de fil d'un autre ancien « bleu », Peter White, qui l'invitait à sauter dans la barque de Mario Dumont.

« Bien des conservateurs québécois ne se sont pas sentis acceptés au PLQ », explique le jeune organisateur retourné aux affaires, qui avoue craindre le pire pour son ami Charest dont il déplore l'humeur souvent massacrante dans les bulletins télévisés.

Mais le coup le plus dur pour Jean Charest est venu des gens d'affaires. Il peut toujours compter sur l'appui d'un Serge Savard qui observe sourire en coin que les chevaliers de l'industrie n'étaient pas nombreux autour de Mario Dumont avant que les sondages ne lui soient favorables.

Des sources sûres affirment que les Guy Savard (Merryl Lynch), Laurent Beaudoin (Bombardier) continueront à coup sûr d'aider le responsable Marc Bibeau, le grand manitou du financement au PLQ.

La sortie de Marcel Dutil, cette semaine, n'est que la pointe de l'iceberg, toutefois, l'eau s'est refroidie pour Jean Charest dans le Québec inc.

En marge d'une réunion récente du Conseil du patronat, il y a deux semaines, les gens d'affaires réunis au cocktail semblaient tous disposés à mettre leurs billes dans le panier de M. Dumont. Pierre Michaud de Réno Dépôt, qui avait déjà fait connaître ses préférences, mais aussi son copain, Jacques Ménard, lui aussi libéral de longue date. Ces jours-ci, dans le monde des affaires, « c'est à qui ferait pipi le plus loin pour Mario Dumont », résume avec ironie l'un des invités au cocktail, constatant une certaine surenchère en faveur du chef adéquate.

C'était la panique, dit-on, au cabinet de Jean Charest quand Marcel Dutil s'afficha pour Mario Dumont. Très dur désaveu de la part d'un Beauceron qui avait été parmi ceux qui avaient le plus travaillé pour amener M. Charest à Québec. Le jeune chef conservateur hésitait passablement encore à faire le saut à Québec quand M. Dutil avait lancé une malédiction : « Si M. Charest veut être premier ministre (du Canada) un jour, il devra passer par Québec d'abord. » Si M. Charest refusait de venir à Québec, le Québec inc. se montrerait bien moins généreux à l'endroit du Parti conservateur, avait menacé le Beauceron.

Devant ce choix, un vétéran du financement chez les libéraux ne cachait pas sa surprise. « Dutil a une réputation de dur en affaires, d'un gars qui passe toujours par la ligne droite. Son geste dans le milieu des affaires sera un signe important », observe-t-on.

Devant ce signal, les firmes d'ingénierie importantes et les grands cabinets d'avocats vont « prendre des polices d'assurance » et demanderont à leurs associés et fournisseurs d'envoyer des chèques à l'ADQ convient ce vieux routier libéral.

D'autres gens d'affaires sont susceptibles d'être tentés par l'ADQ : Bernard Lemaire, de Cascade, n'a jamais en privé caché son admiration pour le député de Rivière-du-Loup. Laurent Verreault, un ancien porte-parole des entrepreneurs, ne serait pas loin derrière, tout comme Jean Coutu, des gens qui toutefois ne contribuaient jamais beaucoup, par le passé, à la caisse du PLQ.

Le geste de Marcel Dutil « c'est évident que cela donne de la crédibilité à Mario Dumont », convient un important « bagman » au PLQ, toujours actif dans le financement.

Mais il y a fort à parier, les stratégies libérales le savent déjà, que les prochains sondages montreront que la publication de la plate-forme libérale n'a rien changé aux tendances lourdes. Devant tant d'adversité, que doit faire Jean Charest ? Ceux qui le connaissent pensent qu'il ne lâchera pas. Il doit « faire abstraction du bruit ambiant, et maintenir le cap », conseille Luc Lavoie, un ancien stratège conservateur passé au privé. « Il doit surtout redevenir ce qu'il était avant de passer au PLQ », renchérit Denis Pageau.

« Les gens ont l'impression que Jean Charest est un opportuniste, qu'il est resté assis sur son steak en attendant que le Parti québécois coule tout seul. »

SUR LA COLLINE > OTTAWA

L'amour du chef

PLUSIEURS MINISTRES fédéraux identifiés au clan de Jean Chrétien, dans la lutte qui a opposé ce dernier à Paul Martin, ont commencé à songer à opérer un réaligement stratégique à la suite de l'annonce du départ du chef du gouvernement. Encore la semaine dernière, par exemple, un journal anglophone envoyait déjà le ministre d'État et leader en Chambre du gouvernement, Don Boudria, l'un des plus fervents meneurs de claques du premier ministre, couler des jours tranquilles dans une quelconque ambassade canadienne de la planète. « Pas question ! » nous ont fait savoir de ses proches collaborateurs qui précisent que le ministre Boudria a bel et bien l'intention de se représenter aux prochaines élections fédérales, qu'il a toujours été loyal à son premier ministre et qu'il l'aurait été quand bien même celui-ci aurait été quelqu'un d'autre que Jean Chrétien, qu'à l'époque de la bagarre entre Turner et Chrétien il était demeuré « neutre », qu'il l'est toujours en ce qui concerne la course à

la succession et qu'il appuiera le prochain chef du Parti libéral du Canada, peu importe qu'il se prénomme Pierre, Jean, Jacques... ou Paul. La question est de savoir si le futur chef du PLC, si d'aventure il se prénomme Paul, sera sensible à ces soudains débordements d'affection...

**L'OMNIPRÉSENT MARIO**  
APRÈS UN PASSAGE remarqué à Toronto, lundi, Mario Dumont cachait mal sa fierté, le lendemain, d'avoir attiré plus de 300 personnes à une soirée organisée par la chambre de commerce de Sherbrooke, le fief de Jean Charest. Mieux encore, la radio locale a chambardé sa programmation pour diffuser en direct le discours du chef de l'ADQ. « Franchement, on n'en demandait pas tant ! » a lancé un proche collaborateur de M. Dumont, visiblement surpris par tant d'attention.

**GRACIEUSE POLÉMIQUE**  
LES DÉPUTÉS du Parti progressiste conser-

vateur ont de la difficulté à accorder leurs flûtes ces jours-ci. La colorée députée conservatrice de Saint John au Nouveau-Brunswick, Elsie Wayne, a piqué une colère royale lorsqu'elle a constaté que le premier ministre Jean Chrétien n'avait pas daigné attendre l'arrivée de Sa Gracieuse Majesté, la reine Elizabeth II, pour présenter son discours du Trône lundi. « C'est une terrible insulte ! » a clamé M<sup>me</sup> Wayne. La députée affirme que M. Chrétien avait prévu le discours du Trône le jour de l'arrivée de la reine pour sa tournée canadienne, qui aura lieu du 4 au 15 octobre dans le cadre du 50<sup>e</sup> anniversaire de son règne, mais qu'il a changé d'idée, craignant que la présence de la reine ne détourne l'attention des Canadiens du contenu du discours. Pourtant, un collègue de M<sup>me</sup> Wayne, le jeune député conservateur Peter MacKay, leader en Chambre de son parti, s'est violemment opposé, dans une lettre envoyée au leader du gouvernement en Chambre, Don Boudria, le 18 juillet dernier, à ce que la reine lise le discours du

Trône, craignant que cela n'aide M. Chrétien (qui n'avait pas encore annoncé son départ) à conserver son poste de chef de parti. « Ce serait grossièrement inapproprié ! » a lancé M. MacKay.

**NON, C'EST MOI LA PREMIÈRE !**  
FAUSSE LA RUMEUR qui veut que la gouverneure générale du Canada, Adrienne Clarkson, et son époux, John Saul, aient refusé de se retirer dans la résidence vice-royale de la Citadelle de Québec lorsque Sa Majesté Elizabeth II et son mari, le prince Philip, séjourneront à Rideau Hall lors de leur prochain passage à Ottawa. Rien de tel dans le protocole, assure-t-on à Rideau Hall. M<sup>me</sup> Clarkson doit même être l'hôte d'un grand dîner en l'honneur de la reine et accompagner cette dernière lors de ses déplacements dans la capitale. Il est à souhaiter que les deux grandes dames ne se bagarrent pas trop pour savoir qui utilisera la première la salle de bains le matin.

— Gilles Toupin



MATHIEU PERREULT

Cette semaine, plus de 3000 chercheurs, travailleurs sociaux et policiers du monde entier ont fait le point sur la toxicomanie au Palais des congrès de Montréal. Les drogues, l'alcool et le jeu pathologique ont été examinés sous toutes les coutures.

Au début des années 80, un sketch des humoristes Paul et Paul, l'ancêtre de Ding et Dong, mettait en vedette deux policiers de la GRC produisant des conseils aux jeunes.

« Si quelqu'un vous propose de la drogue, dites-lui : Non merci mon vieux, je préfère mon avenir. »

Le sketch de Paul et Paul ramène à l'un des débats importants du Forum mondial sur les drogues et dépendances, qui a réuni cette semaine 3000 chercheurs, travailleurs sociaux et policiers de différents pays au Palais des congrès. Peut-on conseiller une consommation « modérée » d'intoxicants comme la cigarette, la drogue, l'alcool ou les jeux de hasard, ou doit-on viser l'abstinence ?

Les États-Unis, et les forces policières de la plupart des pays, prônent une tolérance zéro : toute consommation comporte un risque, particulièrement un risque de rechute chez les ex-toxicomanes.

À l'opposé, bon nombre de spécialistes en santé publique misent plutôt sur la « réduction des méfaits », une approche postulant qu'en général, ce ne sont pas les substances qui posent problème, mais les comportements : après tout, l'immense majorité des consommateurs de drogues douces et d'alcool n'ont pas de problème.

Les médecins prennent une position mi-troyenne. « Nous ne pouvons pas dire qu'une substance n'est pas dangereuse alors qu'elle l'est », a expliqué à *La Presse* le président sortant de la Société médicale canadienne sur l'addiction, Bill Campbell, de l'Université de Calgary. « La réduction des méfaits peut être un objectif temporaire, mais le but véritable doit rester l'abstinence. » Un ex-toxicomane peut continuer à consommer toute sa vie sans problème, mais le risque impose à son médecin de continuer à lui dire qu'il devrait arrêter.

Les tenants de la réduction des méfaits sont outrés par cette « rigidité » des médecins, qu'ils accusent de paternalisme. « De quel droit venez-vous nous dire qu'est-ce que nous devons consommer ? » a lancé une travailleuse sociale aux médecins d'une table ronde qui débattait les vertus médicales de la marijuana, dont faisait partie le Dr Campbell.

En général, la réduction des méfaits mise sur l'autonomie et la res-

ponsabilisation des toxicomanes. Mais la notion de responsabilité a parfois des odeurs de soufre : elle est à la base des campagnes de promotion de la Société des alcools et de Loto-Québec, qui ne plaisent guère aux spécialistes du traitement des alcooliques et des joueurs pathologiques. « Encourager le jeu responsable, ça culpabilise ceux qui ont des problèmes », estimait Amnon-Jacob Suissa, professeur au département de travail social à l'Université du Québec à Hull, en marge d'une conférence sur le jeu pathologique.

Soins et répression

Un point fait l'unanimité : il manque d'argent pour le traitement et la prévention. « Les toxicomanies coûtent environ deux fois moins cher à la société, en soins, crimes et productivité perdue, que les maladies mentales, mais ont cinq fois moins de budget », indiquait l'économiste américain Rick Harwood, du groupe Lewin Associates, qui a dirigé quelques conférences sur le coût social de la toxicomanie.

Pour les drogues seulement, les gouvernements occidentaux dépen-

sent trois fois plus en répression qu'en soins, selon une étude inédite de l'économiste français Pierre Kopp, de l'Université Panthéon-Sorbonne. « La proportion est sensiblement la même un peu partout, sauf en Suède, où les dépenses judiciaires et policières sont plus importantes, a dit M. Kopp. Fait intéressant, les dépenses par usager problématique sont moins élevées aux États-Unis que la moyenne européenne, parce que l'épi-

démie de drogue y est plus sévère. La Hollande dépense davantage, mais c'est probablement à cause de l'État-providence : par exemple, les prisonniers sont bien nourris et logés. »

Les comparaisons entre pays ne permettent pas de voir de lien entre répression et consommation. Le rapport sénatorial sur le cannabis dévoilé début septembre par le sénateur Pierre-Claude Nolin relève que seul un Néerlandais sur cinq en fumera durant sa vie, contre un Canadien ou un Américain sur trois, et un Français sur quatre, même si les Pays-Bas ont décriminalisé la mari depuis un quart de siècle.

« La consommation de drogue



Photothèque La Presse

**Le sénateur Pierre-Claude Nolin insiste sur les coûts de la criminalité reliée au cannabis, notamment à l'exposition des jeunes aux milieux interlopes quand ils achètent de la mari. Pendant ce temps, à l'ombre de la Tour de la Paix, à Ottawa...**

suit des cycles qui semblent similaires d'un pays occidental à un autre, a indiqué l'économiste Harwood à *La Presse*. Certains pensent même que l'augmentation de la consommation de la drogue et la diminution de celle de l'alcool sont liées : il y aurait eu une substitution, mais le niveau d'intoxicants serait resté le même. Personnelle-

ment, je ne pense pas que nous avons assez de preuves pour affirmer cela. »

Si la répression ne parvient pas à influencer les cultures d'intoxication, la prévention y arrivera-t-elle ? La SAQ, à sa manière, a répondu à la question : ses promotions visent à changer la culture de l'alcool au Québec pour favoriser la

consommation de vin — plus rentable pour la SAQ, mais aussi potentiellement moins dommageable, parce que liée à la socialisation et souvent associée aux repas. En France, le vin représente les deux tiers de l'alcool consommé, et le seuil de consommations hebdomadaires jugé à risque est de 21 ; au Canada, le vin n'a que 15 % du marché, et le seuil est à neuf pour les femmes, 14 pour les hommes.

« Les Français doivent avoir plus de cirrhoses du foie », a commenté le Dr Campbell, quand *La Presse* lui a mentionné les 21 verres qu'ils sont « autorisés » à siffler par semaine.

Coûts sociaux

Au lieu de se concentrer sur les cas problématiques, les tenants de la modération, le sénateur Pierre-Claude Nolin en tête, veulent surtout éviter le passage de la consommation à la dépendance. Rencontré jeudi soir, le sénateur Nolin a insisté sur les coûts de la criminalité reliée au cannabis, notamment à l'exposition des jeunes aux milieux interlopes quand ils achètent de la mari. Ces coûts ne sont pas pris en compte par les médecins, qui n'ont — à juste titre — que d'yeux pour les patients dont l'état va empirer avec une accessibilité accrue.

Les médecins n'ont pas tous apprécié leur semaine. Le Dr Campbell, par exemple, a été déçu du programme, qui manquait d'études scientifiques et laissait une trop large place aux expositions d'approches d'intervention et aux témoignages d'ex-toxicomanes.

À un certain point, durant le débat sur la marijuana de jeudi, un épileptique qui a moins de crises depuis qu'il fume du pot a croisé le fer avec le président de l'Association médicale du Canada, Henri Haddad. Le médecin de Sherbrooke a refusé le débat. Peu avant, il avait affirmé : « Un médecin veut aider ses patients à faire les bons choix, parce que nous, on a une expertise et eux pas. »

CARNET DE L'ÉTRANGER > FRANCE

L'affaire des chatouilles

NOUVELLE AFFAIRE D'ÉTAT en France. Après l'affaire Elf-Aquitaine (pots-de-vin à connotation pétrolière), ou celle du Collier de la Reine (avec Marie-Antoinette en vedette), voici «L'affaire des chatouilles», révélée par le *Canard enchaîné* des 18 et 25 septembre, mais qui remonte au 11 juillet dernier. Cela se passe en pleine nuit, sous les fenêtres de la première dame de France, Bernadette Chirac. Entendant des cris de femme, elle descend au poste de garde qui donne dans la rue. Et là, horreur! elle constate que deux policiers en faction et une jeune stagiaire se livrent à des facéties nocturnes. «Comportement que je juge inacceptable de la part de fonctionnaires de police», déclare M<sup>me</sup> Chirac dans une déposition à la police. Une version des faits globalement confirmée par la stagiaire, F.G. «Il est exact que Mon-

sieur E., dit-elle, m'a chatouillée environ trois fois.» En quittant les polissons, M<sup>me</sup> Chirac avait d'ailleurs précisé qu'elle signalerait cette inconduite au préfet Massoni, chargé de mission à l'Élysée, afin que de tels scandales ne se reproduisent plus. «Quitte, avait ajouté M<sup>me</sup> Chirac, à faire renouveler entièrement les effectifs autour du Palais.» Une procédure disciplinaire, entamée fin juillet, aurait finalement été classée à la suite de la publicité donnée à cette affaire gravissime par le satirique *Canard*.

**LA «ROMBIÈRE» SE REBIFFE PUIS SE RAVISE**  
TOUJOURS BERNADETTE, devenue célèbre depuis la publication, fin 2001, d'un livre d'entretiens où elle expliquait notamment que, dans le fameux sac à main qui ne la

quitte jamais, elle garde également en permanence un chapelet. Assez à cheval sur les principes, donc. Or, le 21 avril dernier, au soir du premier tour de l'élection présidentielle, le site Web de l'Élysée avait reçu un courriel narquois d'un certain Stéphane qui avait osé écrire en post-scriptum: «Mes amitiés à votre rombière.» Il semble que la «rombière» n'ait pas du tout apprécié, car le dit Stéphane s'est retrouvé à la mi-mai au commissariat du 19<sup>e</sup> arrondissement de Paris. Et que des poursuites ont été envisagées. Au point de mobiliser le procureur général de Paris. Mais bon, peut-être justement pour éviter de passer pour une rombière («bourgeoise d'âge mûr, ennuyeuse, prétentieuse et un peu ridicule», selon le dictionnaire) la première dame de France a, là aussi, décidé de renoncer aux poursuites judiciaires.

**STÉPHANE DION RECRUTE CHEVÈNEMENT**  
L'ANCIEN SOCIALISTE et ancien ministre de l'Intérieur, Jean-Pierre Chevènement, a beau se ranger dans le camp des «souverainistes» (français) et avoir, en son temps, appelé à voter pour le OUI au référendum de 1980, il n'a pas rechigné à prendre modèle sur Stéphane Dion, du moins pour ce qui est des questions d'entartage. Victime du récidiviste belge Noël Godin en pleine campagne présidentielle, Chevènement a été le premier en France à poursuivre l'entarteur devant les tribunaux, à qui il demandait réparation, le 19 septembre dernier, pour «atteinte à son image publique». Au juge, Godin a confirmé qu'il revendiquait «l'entartement artistique de tous les grands de ce monde».

— Louis-Bernard Robitaille

Cacophonie européenne autour de l'Irak

Allemagne

GERHARD SCHRÖDER a gagné ses élections, le 22 septembre, en s'opposant à George Bush. En campagne, le chancelier s'est fait plus incisif que tous les autres leaders européens en rejetant toute attaque unilatérale américaine et en excluant la participation de troupes allemandes à d'éventuelles frappes, même avec un mandat de l'ONU. Reste à savoir si, les élections passées, M. Schröder assouplira sa position à l'égard des États-Unis.

France

LE PRÉSIDENT Jacques Chirac a proposé de fixer un ultimatum de trois semaines au dictateur irakien pour le retour des inspecteurs d'armes de l'ONU. La France est hostile à une action unilatérale américaine, mais, anticipant un échec de la diplomatie onusienne, commence à ramollir. «Rien n'est exclu» en cas de faillite des Nations unies, a déclaré la ministre de la Défense.

Grande-Bretagne

LES ÉTATS-UNIS pourront compter sur le soutien militaire britannique s'ils décident d'attaquer l'Irak, avec ou sans mandat de l'ONU. Con vaincu de mieux pouvoir influencer les politiques américaines en faisant preuve d'ouverture envers la Maison-Blanche, Tony Blair est devenu le porte-parole du président Bush sur la scène internationale. Le 24 septembre, il a publié un dossier de preuves contre Saddam Hussein.

Les pro-Américains

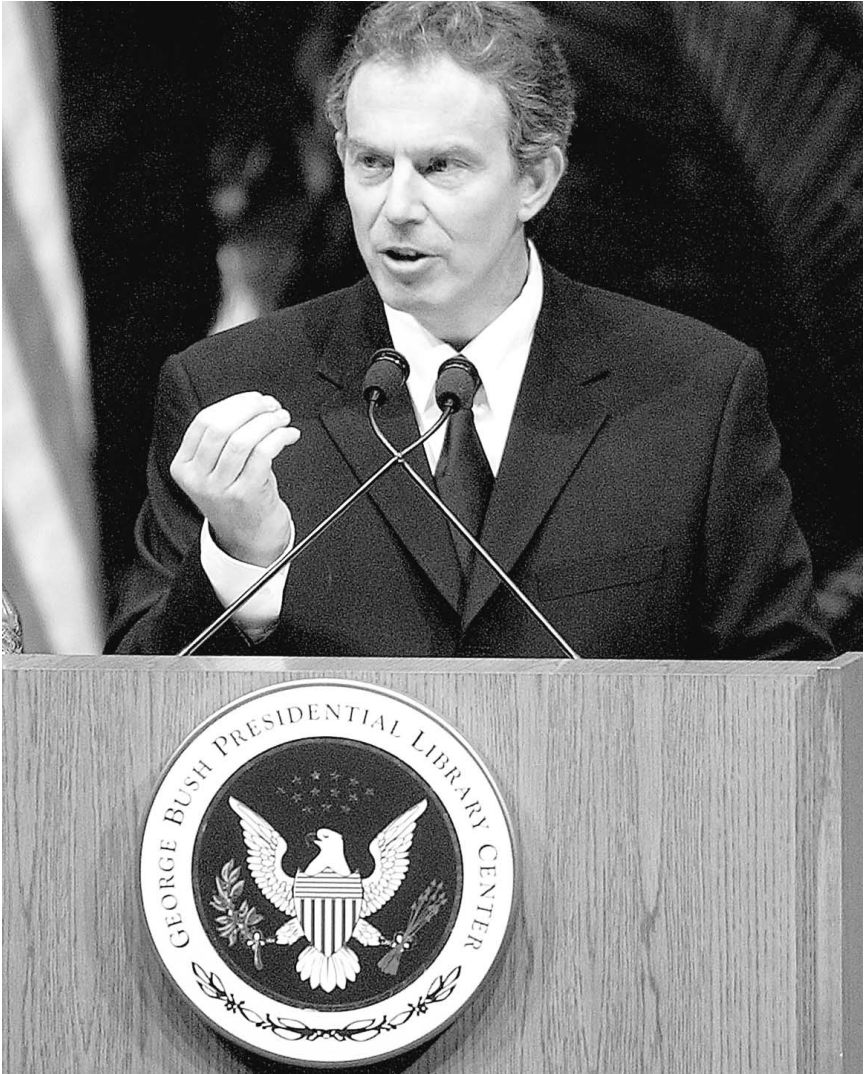
EN ITALIE, Silvio Berlusconi a assuré que Rome serait «toujours» aux côtés des États-Unis. «Ou les choses changent, a-t-il dit, ou il faudra agir concrètement, sans exclure l'option militaire». En Espagne, José Maria Aznar, sensible à ces questions pour avoir lui-même survécu à un attentat perpétré par des séparatistes basques, a déclaré qu'une résolution de l'ONU était «très souhaitable, mais pas indispensable» pour passer à l'attaque. Le Portugal ne juge pas non plus qu'une couverture politique de l'ONU soit «absolument nécessaire».

Les onusiens

«SI LES ÉTATS-UNIS décident qu'ils n'ont pas besoin de s'impliquer au niveau international, tout le système de l'ONU s'écroulera», a dit le premier ministre suédois, Göran Persson, exprimant une opinion répandue en Europe. La Belgique estime pour sa part qu'une «opération militaire n'est possible qu'après l'épuisement de tous les moyens diplomatiques». C'est aussi la position du Danemark, bien que le premier ministre Anders Fogh Rasmussen, actuel président de l'Union européenne, ait fâché des diplomates européens en estimant que les résolutions déjà adoptées par l'ONU pourraient être suffisantes pour attaquer l'Irak.



Les trois grands d'Europe : le président français Jacques Chirac, le chancelier allemand Gerhard Schröder et le Britannique Tony Blair, que ses compatriotes considèrent comme le servile « caniche du président » Bush.



Photothèque La Presse

LA DÉRIVE DES CONTINENTS



ISABELLE HAGHEY

LA PRESSE À LONDRES

Le malaise européen grandit à mesure que la menace américaine se précise à l'endroit de l'Irak.

Incapable faire entendre une voix commune, l'Europe des Quinze est paralysée face aux États-Unis tout-puissants. Au bout du compte, l'Ancien Continent n'aura guère d'autre choix que de se rallier.

Le Ground Zero fumait encore quand l'Europe, galvanisée par l'atrocité des attentats, s'est rangée aux côtés de l'Amérique blessée. En Allemagne, Gerhard Schröder a assuré les États-Unis de la «solidarité sans limites» de son pays. En Grande-Bretagne, Tony Blair a été louangé pour son rôle de «président du monde», de chef de croisade antiterroriste. En France, *Le Monde* a même eu l'audace d'écrire que nous étions «tous Américains».

Un an plus tard, cette solidarité n'existe plus qu'en souvenir. M. Schröder a été réélu à la chancellerie fédérale en faisant campagne contre les politiques de George Bush. Les Britanniques considèrent de plus en plus leur premier ministre comme le servile «caniche du président». Et *Le Monde* se lamente de «l'incompréhension» entre l'Amérique et l'Europe. Plus que jamais, l'Occident est fracturé. Et les continents dérivent.

Le malaise des Européens s'accroît au rythme des tambours de guerre battus par le président Bush. «Les décideurs américains trouvent cela difficile à croire, mais les leaders européens s'inquiètent plus de la façon dont les États-Unis pourraient mal gérer le problème de l'Irak — en entreprenant une ac-

tion militaire unilatérale ou illégale — qu'ils ne s'inquiètent de l'Irak lui-même», a remarqué l'auteur Robert Kagan dans un article sur le fossé séparant l'Europe et les États-Unis qui a suscité bien des débats à Bruxelles<sup>1</sup>.

En campagne électorale, Gerhard Schröder a clairement exprimé ses craintes à l'égard d'une offensive contre Bagdad. Selon le chancelier, les frappes risquent de mettre le feu au Moyen-Orient, de déstabiliser la région et de pousser Saddam Hussein à s'unir avec des terroristes fondamentalistes. Une attaque unilatérale pourrait aussi accentuer le ressentiment des pays arabes envers l'Occident, faire voler en éclats la coalition antiterroriste, en plus d'inciter certains États à appliquer la doctrine américaine de «guerre préventive» — la Chine contre Taïwan, par exemple, ou l'Inde contre Pakistan.

Mais ces arguments ne pèsent pas lourds à Washington. Pour toute réponse à ses inquiétudes, M. Schröder a subi une attaque en règle de la Maison-Blanche, menée par la conseillère du président pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, qui a déploré que la campagne du chancelier ait «empoisonné» les relations des deux pays. La déclaration gauche d'une

ministre allemande comparant M. Bush et le führer a particulièrement outré M<sup>me</sup> Rice, surtout lorsque que l'on considère, a-t-elle souligné à grands traits peu subtils, le «dévouement dont les États-Unis ont fait preuve pour libérer l'Allemagne de Hitler».

De part et d'autre de l'Atlantique, l'incompréhension est totale. Pendant que l'Europe s'inquiète d'un monstre belliqueux, les États-Unis méprisent un troupeau de geignards. «Les Américains ne font pas confiance au jugement politique de l'Europe, dont l'apaisement constitue la seconde nature. Les Européens n'ont jamais rencontré un leader — Hitler, Mussolini, Staline, Kadhafi, Khomeiny, Saddam Hussein — qu'ils ne croyaient pas pouvoir adoucir avec des concessions», a jugé Walter Russell Mead, du Conseil des relations étrangères de New York. Pour sa part, Robert Kagan soutient que les États-Unis peuvent maintenir la sécurité mondiale sans l'aide de l'Europe — que l'Ancien Continent a perdu sa pertinence.

L'Europe impuissante

La crise de l'Irak illustre, une fois de plus, l'impuissance de l'Europe à parler d'une voix commune pour faire contrepoids à la volonté de puissance des États-Unis. Entre l'opposition inconditionnelle de l'Allemagne et le soutien indéfectible de la Grande-Bretagne, le continent est divisé. Enterrées par les tambours de guerre de l'oncle Sam, les voix des Quinze sont discordantes, incompréhensibles. Pas étonnant qu'elles ne trouvent pratiquement aucun écho à la Maison-Blanche.

Le 12 septembre, le président de la Convention sur l'Europe, Valéry Giscard d'Estaing, a souligné que la cacophonie européenne démontre qu'il est «absolument nécessaire» d'établir une politique extérieure commune à tous les membres de l'Union européenne (UE), avec un président élu, une armée commune et un ministre européen des Affaires étrangères. Le principe séduit les Quinze, qui ont

signé un accord à ce sujet en 1993, mais qui peinent toujours à s'entendre sur le terrain.

Les Quinze savent pourtant que, divisés, ils demeureront des acteurs de second ordre sur la scène internationale. Aucune nation n'est proche d'égaliser la superpuissance américaine, qui consacre plus d'argent à son budget de défense que l'ensemble des neuf autres pays les plus militarisés. Le déséquilibre mondial est sans précédent. Or, l'UE est plus riche et plus peuplée que les États-Unis. Dotée d'une politique étrangère commune et d'une véritable armée, elle deviendrait une joueuse incontournable. Mais elle manque de volonté, juge Andrew Rawnsley, chroniqueur à l'*Observer* de Londres: «L'Europe demande à être traitée comme la partenaire des États-Unis, mais se comporte comme une compagne de table qui se plaint toujours du menu et qui ne veut jamais payer sa part de l'addition.»

Certains observateurs pensent que l'attitude américaine à l'égard de l'Irak poussera l'Europe à élaborer sa propre politique étrangère et que, sans le vouloir, George Bush contribuera à unifier le continent. Mais à Washington, on ne s'inquiète pas outre mesure. Là-bas, on croit plutôt que les Européens pleurnichent beaucoup, mais finiront tôt ou tard par assouplir leur position et par se rallier aux Américains. Même si ces derniers lancent une offensive contre l'Irak sans mandat de l'ONU.

Ainsi, si l'Europe se met à parler d'une seule voix au cours des prochaines semaines, il faudra moins y voir la naissance d'une politique étrangère commune qu'un recul tactique devant la toute-puissance d'un géant déterminé. Sans compter que, d'un point de vue stratégique, l'Ancien Continent aura tout intérêt à soutenir une action qui pourrait mettre en place un régime ami à Bagdad, avec d'énormes réserves pétrolières à exploiter.

1) *Power and Weakness*, Robert Kagan, [www.policyreview.org/JUN02/kagan.html](http://www.policyreview.org/JUN02/kagan.html)

# D'ALOUETTE AU BRAS DE LA STATION, 40 ANS DANS L'ESPACE

*Plus modestes que les exploits des Soviétiques et des Américains, les premiers pas du Canada dans l'espace ont néanmoins permis à une poignée de rêveurs de signer quelques succès scientifiques et technologiques, comme en témoigne encore aujourd'hui le fameux «bras canadien». Notre collaborateur retrace les grands moments du programme spatial canadien.*

ALOUETTE-1

OLIVIER-LOUIS ROBERT  
collaboration spéciale

**B**ase aérienne de Vandenberg, Californie, 28 septembre 1962, 22h30. Une fusée Thor-Agena B s'élève dans la nuit brumeuse pour aller mettre en orbite le premier satellite scientifique conçu et construit par le Canada, Alouette-1. À 23h06, la fusée se sépare du petit satellite de 145 kg qui, à 1000 km d'altitude, entre alors avec précision dans son orbite circulaire, inclinée à 80 degrés par rapport au plan de l'équateur terrestre.

Du même coup, le Canada fait son entrée dans le club restreint des nations spatiales, aux côtés de l'Union soviétique et des États-Unis. Une entrée discrète, presque sur la pointe des pieds. Rien de spectaculaire comme le vol de John Glenn huit mois plus tôt, ou la mise en orbite, en juillet, de Telstar 1, le premier satellite de communications, ou encore, le survol, fin août, de la planète Vénus par la sonde *Mariner 2*. C'est à peine si *La Presse* mentionne l'événement en bas de la une de sa dernière édition du 29 septembre 1962.

Pour l'heure, à Vandenberg, John Herbert Chapman exulte. L'ingénieur du DRTE (acronyme anglais du Centre de recherches sur les télécommunications de la Défense, un organisme créé en 1952 à Ottawa, qui est l'ancêtre de l'actuel Centre de recherches en communications d'Industrie Canada), qui vient d'avoir 41 ans un mois plus tôt, voit le résultat de plus de quatre ans d'efforts porter fruits. Le Canada a enfin son satellite pour observer l'ionosphère de l'espace.

Chapman, détenteur d'une maîtrise en sciences de l'Université McGill, dirige l'équipe du DRTE qui étudie la propagation ionosphérique. Bien avant le lancement de *Sputnik 1*, le 4 octobre 1957, les scientifiques de cette équipe s'étaient penchés sur les avantages que leur procurerait un satellite dans l'espace pour aider à mieux

comprendre les phénomènes ionosphériques qui perturbaient les communications radio dans le Grand Nord. C'est donc par pure nécessité et aucunement pour le prestige que le Canada s'est engagé dans la voie de l'exploration spatiale.

C'est souhaité se concrétisera à la suite d'une invitation lancée par la toute nouvelle NASA en 1958 pour solliciter la participation de la communauté internationale dans son récent programme de satellites scientifiques. Vers la fin de cette même année, Chapman et son équipe soumettent donc une proposition aux Américains pour concevoir et construire un satellite qui serait doté d'une sonde ionosphérique. C'est ainsi que le 20 avril 1959, au cours d'une conférence commune, la NASA s'engage à lancer le satellite canadien.

C'est la première manifestation d'un aspect fondamental de la politique spatiale toujours poursuivie par le Canada: la collaboration avec des partenaires internationaux. Afin de rentabiliser au maximum ses investissements dans le secteur spatial, le Canada réalisera toujours ses grands projets dans l'espace en s'associant avec d'autres pays. Cette caractéristique a d'ailleurs beaucoup impressionné Marc Garneau au moment où le vétéran de trois vols spatiaux entamait son mandat de président de l'Agence spatiale canadienne, le 22 novembre dernier: «L'ASC ne pourrait pas fonctionner sans les autres agences spatiales, et les 40 dernières années de coopération fructueuse sont la preuve probante que nos partenariats internationaux ont fonctionné à merveille et au profit de tous».

Dépourvus d'expérience dans la construction de satellites, les ingénieurs à l'origine d'Alouette ont surmonté différents obstacles techniques en intégrant des solutions novatrices à leur légendaire approche conservatrice. Ainsi, même s'ils étaient d'usage récent en électronique, les transistors ont été utilisés pour la première fois sur un satellite, en raison de leur taille minuscule et de leur économie énergétique. «Les ingénieurs ont dû se creuser les méninges particulièrement fort pour développer une antenne fonctionnelle devant se déployer sur 45 mètres dans l'espace», se rappelle Garry Lindberg, ancien chef scientifique de l'Agence spatiale canadienne. Qu'à cela ne tienne. Les ingénieurs du groupe de recherche

de Havilland Aircraft, à Toronto, mettent au point une antenne escamotable inspirée d'un mécanisme inventé par George Klein, un ingénieur excentrique qui a longtemps travaillé au CNRC.

Ce sera le STEM (Storable Tubular Extendible Mechanism), une antenne déployable qui sera par la suite installée sur les capsules *Geminii*, les capsules *Apollo* et même sur la jeep lunaire. C'est là qu'entre en scène le deuxième aspect fondamental de la politique spatiale canadienne. Dès le projet Alouette, le gouvernement du Canada a tout mis en oeuvre pour permettre le transfert de la technologie spatiale à l'industrie canadienne. Ainsi en 1967, lorsque la division de recherches de la société aéronautique torontoise sera vendue, le STEM sera le premier produit de la nouvelle firme, Spar Aérospatiale, qui deviendra alors la seule compagnie canadienne à détenir une certaine expertise des objets articulés dans l'espace. Tout naturellement, grâce à cette expertise unique, les installations torontoises de Spar (devenues MD Robotics en mars 1999, à la suite de leur vente à MacDonald Dettwiler de Vancouver) obtiendront en 1974 la maîtrise d'œuvre industrielle du projet Canadarm, puis, en 1986, celle du Système d'entretien mobile de la Station spatiale (dont les deux premiers éléments, le Canadarm2 et la Base mobile, sont déjà opérationnels).

Alouette-1 sera une réussite sur tous les plans. Conçu pour fonctionner pendant un an, le premier satellite canadien sera désactivé 10 ans plus tard, le 30 septembre 1972, après avoir produit plus d'un million d'images de l'ionosphère. À la suite du succès d'Alouette-1, le Canada lancera, dans le cadre du programme ISIS (International Satellites for Ionospheric Studies) d'étude de l'ionosphère un deuxième satellite Alouette, en 1965, ainsi que deux satellites ISIS en 1969 et 1971 respectivement. Non seulement les satellites canadiens ont-ils permis de mieux comprendre l'espace circumterrestre et la haute atmosphère de la Terre, ils ont aussi contribué, selon M. Lindberg, «à l'émergence d'une ingénierie et d'une technologie spatiales typiquement canadiennes» qui ont joué un rôle de premier plan dans le développement des satellites de communications de la série Anik, dans celui des satellites d'observation de la Terre

RADARSAT-1 et RADARSAT-2 (le lancement de ce dernier est prévu en novembre 2003) ou dans celui du premier satellite scientifique canadien en plus de 30 ans, SciSat-1, qui doit être mis en orbite le 19 janvier prochain.

Après avoir mené à bien le programme Alouette/ISIS, John Chapman est nommé président d'un groupe d'étude gouvernemental sur l'espace. En février 1967, le charismatique visionnaire publie un rapport d'étape qui suggère déjà les grandes orientations que le gouvernement canadien devra prendre d'ici la fin du siècle. Le rapport Chapman, qui recommande entre autres la création d'une agence spatiale nationale, entraîne une réorientation du programme spatial canadien pour le développement prioritaire des satellites d'applications (communications et observations de la Terre) au détriment des satellites scientifiques. Le rapport influencera le gouvernement dans sa volonté de mettre les technologies de l'espace au service de tous les Canadiens.

Le 1<sup>er</sup> mars 1989, l'Agence spatiale canadienne était enfin créée. Et pour souligner l'immense contribution du père d'Alouette à la création du Programme spatial canadien, le siège social de l'Agence à Saint-Hubert est devenu, en octobre 1996, le Centre spatial John H. Chapman.

## Après la Station spatiale internationale, objectif Mars

Mais l'industrie spatiale peut-elle suivre?

OLIVIER-LOUIS ROBERT  
collaboration spéciale

L'AGENCE SPATIALE canadienne a bien l'intention de participer activement à l'exploration de Mars et même, d'y envoyer sa propre mission, vers 2011. Le 19 septembre dernier, Allan Rock, le ministre titulaire de l'Agence, a attribué un contrat à la société MacDonald Dettwiler and Associates (MDA), de Vancouver, pour une étude de faisabilité en vue de participer à une mission d'exploration de la planète rouge d'une ampleur sans précédent. En vertu de ce contrat, MDA concevra un système d'atterrissage guidé par laser ainsi qu'une foreuse pour récolter des échantillons de roches. Ces systèmes seront installés sur la sonde *Mars Science Laboratory*, que la NASA prévoit faire atterrir sur Mars en 2009.

Selon le ministre de l'Industrie, il est impératif de définir un rôle pour le Canada dans l'exploration de Mars, d'inscrire dans la continuité des grands projets de coopération internationale dans l'espace, tels que la Station spatiale internationale. «Au cours de cette décennie, le Canada souhaiterait jouer un rôle majeur dans une mission scientifique sur Mars qui utiliserait la technologie et l'expertise canadiennes, en robotique entre autres», affirme d'ailleurs Marc Garneau, le président de l'Agence spatiale canadienne.

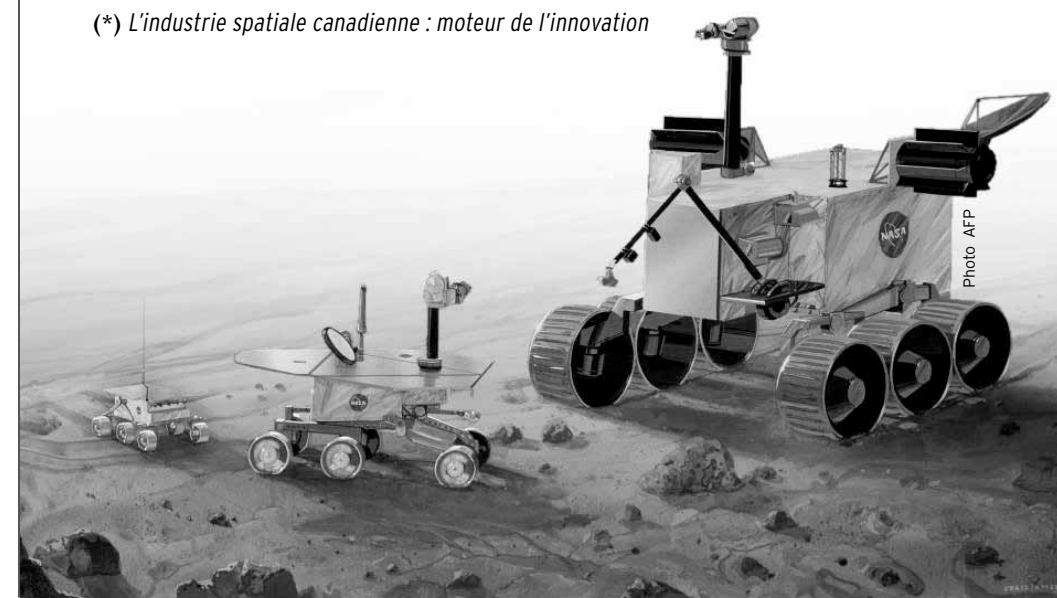
Le Canada pourrait participer dès 2007 à Scout Mission, un projet de la NASA pour envoyer des petits

véhicules aériens ou des atterrisseurs sur Mars. Par ailleurs, l'Agence développe les grandes lignes d'une mission dont les objectifs seraient définis par le Canada, mais à laquelle d'autres nations pourraient contribuer. Cependant, le financement, pouvant atteindre quelques centaines de millions, devra provenir de fonds additionnels du gouvernement, puisque le budget annuel de 300 millions de l'Agence est presque totalement engagé dans les opérations.

C'est un aspect qui inquiète l'industrie spatiale canadienne. Comptant un effectif de 5500 personnes, les 250 entreprises de cette industrie tirent environ la moitié de leurs revenus annuels de 1,5 milliard de l'exportation. En dépit de son impact national, il s'agit pourtant d'une petite industrie en regard des autres industries spatiales dans le monde. Dans un document (\*) présenté en juillet 2002, en réponse à la Stratégie d'innovation du Canada, lancée plus tôt cette année par le ministre de l'Industrie, la table ronde du secteur spatial a identifié cinq défis à relever pour améliorer sa performance en matière d'innovation.

Un de ces défis a justement trait au niveau insuffisant du financement de la recherche, de la mise au point de technologies et des activités de démonstration. À cet égard, le budget de l'ASC est limité par de lourdes exigences opérationnelles, de sorte que de nombreuses idées novatrices ne peuvent être financées.

(\*) L'industrie spatiale canadienne : moteur de l'innovation



## Quelques dates de l'histoire spatiale du Canada

**1962**

29 septembre

Lancement d'Alouette-1. Il sera suivi d'Alouette-2 (29 novembre 1965), puis d'ISIS-1 (30 janvier 1969) et ISIS-2 (31 mars 1971).

**1969**

20 juillet

Le module lunaire Eagle atterrit en douceur sur la Lune grâce à son train d'atterrissage construit par la société Héroux, de Longueuil.

**1972**

9 novembre

Lancement d'Anik-1, le premier satellite national de communications en orbite géostationnaire.

Création du Laboratoire David-Florida (DFL), une installation d'intégration et d'essais de réputation mondiale qui appartient aujourd'hui à l'Agence spatiale canadienne.

**1976**

17 janvier

Lancement du satellite expérimental de communications Hermès, le plus puissant satellite de son temps, précurseur des satellites de télédiffusion directe d'aujourd'hui.

**1981**

13 novembre

Le bras canadien est déployé pour la première fois hors de la soute de *Columbia*, au cours de la deuxième mission de la navette spatiale. Le célèbre bras robotique a été utilisé avec succès au cours de 67 missions jusqu'à maintenant.



**1984**

5-13 octobre

Marc Garneau devient le premier Canadien à voler dans l'espace lorsqu'il participe à la mission STS-41G à bord de la navette *Challenger*. En 1994, il devient le premier capcom non-américain à Houston. Vétéran de deux autres vols spatiaux (STS-77 en 1996 et STS-97 en 2000), Marc Garneau est depuis le 22 novembre 2001 président de l'Agence spatiale canadienne.



**1989**

1<sup>er</sup> mars

Naissance de l'Agence spatiale canadienne.

**1995**

4 novembre

Lancement de RADARSAT-1, premier satellite canadien d'observation de la Terre.

**1997**

4 juillet

Atterrissage de la sonde *Mars Pathfinder*. Le petit robot *Sojourner* descend d'une rampe conçue à partir de la technologie canadienne du STEM.

14 septembre

Le satellite RADARSAT-1 devient le premier satellite à pouvoir observer le pôle Sud de la Terre.

**1998**

3 juillet

Lancement de la sonde martienne japonaise *Nozomi*, avec l'instrument canadien TPA.

**2001**

19 avril - 1<sup>er</sup> mai

Chris Hadfield devient le premier Canadien à marcher dans l'espace lorsqu'il contribue à installer le Canadarm2 sur la Station spatiale internationale, au cours de la mission STS-100/ISS-6A.

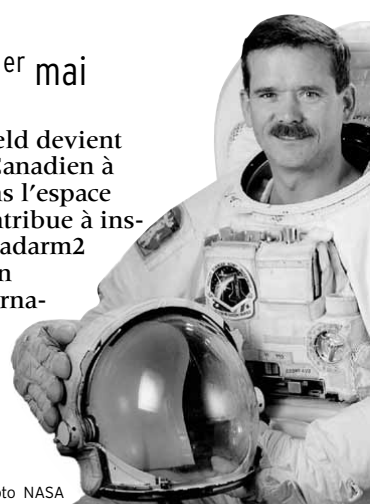


Photo: La Presse ©

Photo: ASC

RADARSAT-1

Photo: ASC

Photo: AFP

Photo: NASA

# Intifada : second anniversaire sous haute tension

*d'après AFP et AP*

**JÉRUSALEM – Israël était en état d'alerte maximale pour le second anniversaire de l'Intifada et après des menaces de vengeance du mouvement palestinien Hamas, dont un chef a été la cible d'un raid manqué.**

L'alerte, qui sera maintenue pendant plusieurs jours, répond également aux risques d'attentats à l'occasion de la fête de Simhat Torah, ce soir, qui marque la fin des festivités de Souccot ou fête des Cabanes.

Israël redoutait des heurts dans la vieille ville de Jérusalem-Est après la prière musulmane d'hier, qui s'est toutefois déroulée dans le calme, sous haute surveillance policière. Seuls les Palestiniens âgés de plus de 40 ans ont été autorisés à aller prier sur l'Esplanade des mosquées, qui abrite le troisième lieu saint de l'islam.

Le 28 septembre 2000, le premier ministre Ariel Sharon, alors chef de l'opposition de droite, s'était rendu sur l'Esplanade, provoquant des heurts entre manifestants palestiniens et la police israé-

Intifada

Plus de 2500 morts en deux ans\*

1872

Palestiniens

614

Israéliens

51

Étrangers et Arabes israéliens

\*Bilan au 27 septembre 2002

lienne. Ces heurts avaient marqué le début de l'Intifada, qui a fait jusqu'à maintenant plus de 2500 morts, dont 1872 du côté palestinien et 614 côté israélien.

Défiant le couvre-feu israélien, des centaines de Palestiniens ont défilé hier dans les villes de Cisjordanie, à l'occasion de ce second anniversaire et pour protester contre les réoccupations par l'armée et le siège de Yasser Arafat.

À Ramallah, l'armée a lancé des gaz lacrymogènes et des balles en

plastique contre des jeunes lanceurs de pierres, mais 600 autres personnes ont défilé dans le calme, chantant et frappant des tambours pour un défilé bon enfant.

De sa prison en Israël, Marouan Barghouti, un des principaux chefs du soulèvement a adressé un message aux Palestiniens : « La troisième année du soulèvement verra s'effondrer l'occupation. Cette année, l'occupation devrait devenir un projet très coûteux pour les occupants, à tous les niveaux. »

Malgré le couvre-feu, quelque 500 personnes ont défilé à Naplouse, 200 dans le camp de réfugiés voisin de Balata. À Bethléem, épargnée par le couvre-feu, ils étaient également des centaines.

Plus de 100 000 partisans du parti intégriste libanais Hezbollah ont défilé hier dans la banlieue sud de Beyrouth en appelant à la poursuite de l'Intifada.

Déjà sur les dents, les forces israéliennes ont été placées en état d'alerte maximales à la suite des menaces du Hamas qui s'est engagé à riposter à la tentative d'assassinat de son chef militaire, Mohammed Deif, blessé jeudi dans un raid d'hélicoptère israélien à Gaza.

Ce n'est qu'hier matin qu'Israël a reconnu avoir raté Deif, l'homme le plus recherché par Israël, qui l'accuse d'être impliqué depuis une

dizaine d'années dans la préparation d'attentats.

Deux activistes du Hamas ont été tués dans le raid aux missiles et 25 Palestiniens blessés, dont dix enfants. « Les Brigades Ezzedine al-Qassam (la branche armée du Hamas) se vengeront », a lancé un dirigeant du Hamas lors des funérailles qui ont rassemblé plus de 20 000 Palestiniens. « Nous allons revenir à Tel-Aviv et dans le reste d'Israël pour des opérations martyres », a-t-il dit en allusion aux attentats suicide.

À Ramallah, l'armée israélienne n'a pas relâché la pression autour du quartier général du dirigeant palestinien Yasser Arafat, assiégé avec quelque 250 de ses hommes depuis huit jours.

Un conseiller d'Arafat, Bassam Abou Charif, s'est dit optimiste sur une prochaine levée du siège par Israël, sous la pression de Washington, ajoutant que le leader palestinien ne se plierait jamais aux exigences israéliennes. Israël exige, pour retirer ses chars, la reddition d'une vingtaine de Palestiniens accusés de « terrorisme » réfugiés dans le QG.

Sharon se rend demain à Moscou, à l'invitation du président russe Vladimir Poutine, pour une visite qui doit être dominée par le Proche-Orient et l'Iran.



Photo REUTERS  
**Des militants armés du Hamas ont défilé hier dans la ville de Khan Younis, dans la Bande de Gaza, à la faveur des funérailles d'un des leurs, Abdel al-Rahem Hamdan, tué la veille lors d'une attaque israélienne par hélicoptère.**

# Les États-Unis font la cour aux États pétroliers africains

**PIERRE AUSSEILL**  
*Agence France-Presse*

**LIBREVILLE —** Tapis rouge pour présidents africains à New York, visites d'officiels : un an après les attentats du 11 septembre et en pleine crise avec l'Irak, les États-Unis sont engagés dans une offensive diplomatique de charme envers les pays pétroliers africains.

Ce soudain regain d'intérêt, fortement appuyé par le lobby pétrolier américain, relaie l'implantation massive ces dernières années dans le riche et prometteur golfe de Guinée des géants pétroliers américains tels que ExxonMobil ou Chevron.

« Avec les attentats, les Américains ont pris conscience de leur vulnérabilité pétrolière envers le Moyen-Orient. On sent qu'ils se tournent vers nous pour diversifier leurs sources », confie le conseiller d'un chef d'État d'Afrique centrale.

Si l'Afrique ne recèle que 6 % des réserves mondiales, 7 des 8

milliards de barils de pétrole découverts en 2001 dans le monde l'ont été en Afrique occidentale, grâce à l'offshore profond.

Les importations de pétrole africain par les États-Unis pourraient passer de 15 % du total actuellement à 25 % en 2020, selon les experts, qui prévoient une hausse de 59 % de la consommation énergétique mondiale à la même date.

Le président Georges W. Bush a innové en recevant, le 13 septembre à New York, 10 chefs d'État d'Afrique centrale pour saluer leur efforts en faveur de la paix, quelques jours après la visite en Angola et au Gabon — deux États pétroliers — de son secrétaire d'État, Colin Powell.

Le sous-secrétaire d'État aux Affaires africaines, Walter Kansteiner, en visite au Nigeria en juillet, est attendu jeudi prochain au Gabon, d'où il se rendra dans l'archipel voisin de Sao Tomé et Príncipe, futur producteur de pétrole.

Cette effervescence « n'a pas de lien avec le pétrole ou l'Irak. Juste

une coïncidence de calendrier », assure un diplomate américain dans la région. Selon le journal français *Le Monde*, Washington aurait pourtant récemment sondé les pays pétroliers africains sur leurs dispositions à augmenter leurs ventes en cas de guerre contre l'Irak et d'envolée des cours.

En juillet, une rumeur démentie prêtait au Nigeria, premier fournisseur de brut africain des États-Unis et 7<sup>e</sup> exportateur mondial, l'intention de quitter l'OPEP, ses quotas de production et ses tarifs contraignants. Angola, Congo, Gabon, Guinée Équatoriale, Tchad, Cameroun : aucun autre pays de la région n'est membre de l'OPEP.

Le pétrole africain offre d'autres avantages : distance assez courte entre la côte ouest de l'Afrique et la côte est des États-Unis, frais d'expédition bien plus faibles que pour le brut de la mer Caspienne ou du Moyen-Orient, voies maritimes plus sûres que celles du golfe Persique.

Restent les obstacles : conten-

tiens territoriaux entre pays, instabilité politique d'un continent miné par les guerres, subsistance d'« États voyous » comme le Soudan ou la Libye.

Le Nigeria a déjà réglé certains contentieux territoriaux, en 2000 avec Sao-Tomé et Príncipe et en 2001 avec la Guinée Équatoriale. Le nouvel eldorado équato-guinéen, totalement contrôlé par les compagnies américaines, pourrait produire de 500 000 à 600 000 barils / jours d'ici 2007, soit plus du quart de la production nigériane. Le différend Nigeria-Cameroun sur la presqu'île de Bakassi, 1000 km<sup>2</sup> de richesses pétrolières, sera très bientôt tranché par la Cour internationale de justice.

Le règlement des conflits armés pourrait aussi ouvrir de nouveaux horizons. L'heure est au réchauffement entre Washington et l'Angola (7 à 10 % des importations globales américaines de pétrole) du longtemps marxiste président Manuel Dos Santos depuis la mort en février, après 27 ans de guerre ci-

vile, du chef rebelle Jonas Savimbi, longtemps soutenu par les États-Unis.

Depuis un an, l'amélioration est également sensible avec le Soudan, pourtant frappé de sanctions par Washington pour son soutien au terrorisme. Les États-Unis pèsent dans les négociations de paix entre Khartoum et sa rébellion sudiste. Les réserves de brut du Soudan, 1,25 milliard de barils, pourraient tripler en cas de paix et les pétroliers américains espèrent une levée des sanctions.

Washington renforce un peu partout sa coopération militaire, sans oublier ses credos : démocratie et bonne gouvernance. Comme pour le projet pétrolier Tchad-Cameroun, plus important investissement américain de ce genre en Afrique présentement (3,7 milliards US), dont 72 % des recettes devront en principe être consacrées à l'éducation, la santé et les infrastructures, sous l'oeil de la Banque mondiale.

LOTO

QUÉBEC

Résultats

TVA, le réseau des tirages

LaMini

Tirage du : 2002-09-27

NUMÉROS

876508 50 000\$

76508 5 000\$

6508 250\$

508 25\$

08 5\$

LOTS

87650 1 000\$

8765 100\$

876 10\$

5 croisières\* (non décomposables)

\*Chaque croisière est échangeable contre un chèque de 5 000 \$.

345A882 584A603 125B842 212B264 583B415

10 lots de 1 000 \$ (non décomposables)

113A861 375A363 439A842 136B393 280B464

314A653 425A765 468A666 183B307 518B526

20 lots de 500 \$ (non décomposables)

112A784 409A424 588A426 232B851 500B400

168A552 472A044 142B052 264B439 520B354

292A572 485A825 150B044 289B738 539B757

342A449 510A033 203B462 408B254 541B334

40 lots de 250 \$ (non décomposables)

131A398 292A543 422A279 126B540 383B609

188A197 329A210 452A357 129B728 418B393

196A254 331A900 458A281 143B180 523B711

220A077 362A785 474A751 154B373 526B863

226A200 375A455 478A212 198B153 555B815

227A729 392A167 533A902 199B573 567B217

230A342 392A455 100B885 208B612 591B249

232A039 394A226 114B407 282B851 595B235

50 lots de 100 \$ (non décomposables)

102A258 381A822 526A628 248B308 453B021

105A411 389A798 537A446 302B619 470B344

125A747 395A874 549A365 363B426 491B284

141A635 400A938 564A274 367B409 495B339

146A950 425A764 564A874 379B701 511B299

147A663 441A544 572A558 387B682 530B194

261A861 464A809 138B149 392B872 537B121

310A150 485A152 177B475 417B392 546B150

319A210 488A155 215B940 421B554 571B230

347A956 507A075 233B344 436B511 598B982

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste de numéros gagnants et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Si vous avez un problème de jeu...

MISE SUR TOI

1 866 505-JEU

les journées de la culture

6<sup>E</sup> ÉDITION

27-28-29

SEPTEMBRE/02

LA CULTURE

POUR TOUS

3 JOURS D'ACTIVITÉS GRATUITES

PARTOUT AU QUÉBEC

Hydro Québec

Bél

Québec

La Presse

www.journeesdelaculture.qc.ca

Le deuxième souffle du **multimédia** | Employés: connaître une 2<sup>e</sup> et une 3<sup>e</sup> **langue**

Employeurs: offrir un **environnement** de qualité | L'univers des **chasseurs de têtes** | Le **marché** de l'emploi

LE CAHIER

« LE MONDE DU TRAVAIL »

DES SUJETS *POINTUS* MERCREDI DANS **La Presse**

+



# La tension irakienne affecte déjà l'opposition chrétienne au Liban

Pressions du pouvoir libanais - avalisées par la Syrie - contre Amine Gemayel et Michel Aoun au premier chef

PASCAL MALLET  
Agence France-Presse

**BEYROUTH – Le pouvoir libanais entend réduire, avec l'aval de Damas, la marge de manoeuvre de l'opposition chrétienne hostile au rôle dominant au Liban de la Syrie, qui s'attend à une redistribution des cartes au Proche-Orient en cas de guerre des États-Unis contre l'Irak.**

« Le diagnostic ne fait de doute pour personne : il y a aujourd'hui un intérêt stratégique pour la Syrie à tenir plus que jamais le Liban d'une main ferme, par l'intermédiaire de l'appareil sécuritaire et judiciaire libanais », a estimé un di-

plomate occidental interrogé au sujet de l'offensive menée contre l'opposition.

« En prévision d'un conflit armé que beaucoup croient désormais certain entre Washington et son voisin irakien, Damas cherche à protéger ses arrières et ainsi garder tous ses atouts en main », a-t-il ajouté, sous réserve de l'anonymat.

Deux ténors de l'opposition chrétienne, soupçonnés d'avoir eu des contacts aux États-Unis avec des milieux anti-syriens, sont particulièrement visés pour le moment : l'ancien président Amine Gemayel (1982-1988) et l'ancien chef de gouvernement de militaires, le général Michel Aoun (1988-1990).

Les mesures contre l'opposition avaient commencé avec la fermeture, le 4 septembre, de son principal vecteur, la chaîne de télévision MTV.

Si le pouvoir tente d'intimider Aoun, qui appuie ouvertement un projet de loi de sanctions contre la Syrie, en reposant sur le tapis un vieux dossier sur un supposé détournement de fonds publics, il a brandi jeudi en face de Gemayel un dossier financier, fermé depuis 1995, relatif à l'achat au début des années 1980 d'hélicoptères français Puma fabriqués en Roumanie.

Le procureur général, Adnan Ad-doum, a adressé mercredi aux services de sécurité une circulaire demandant de savoir « si des personnes ont eu des activités ou tenu des réunions non autorisées par le gouvernement susceptibles de faire du tort au Liban et à ses relations avec des pays frères arabes ».

« Peut-être que les menaces ne seront pas suivies immédiatement d'effets, peut être est-ce un simple avertissement. Mais le pouvoir

cherche à profiter de leur impact psychologique en espérant neutraliser l'opposition », affirme un politologue qui a requis l'anonymat.

Selon lui, « il y a deux aspects dans l'actuelle offensive contre l'opposition chrétienne : le permanent, qui consiste à ne jamais lui laisser trop relever la tête, et le conjoncturel, qui se rapporte à la crise avec l'Irak et qui aura ses conséquences pour la Syrie et son allié iranien ».

La Syrie appréhende les exigences de Washington qui veut que Damas cesse d'appuyer et d'héberger les radicaux palestiniens et désarme le Hezbollah chiite libanais, a-t-il ajouté.

Citant des opposants, le quotidien pro-syrien *As-Safir* estime que « face aux développements régionaux, téléguidés par les États-Unis et dont les retombées vont atteindre la Syrie et le Liban, Damas

mène une action préventive qui peut servir de message à l'adresse de Washington ».

Le quotidien libéral *An-Nahar* écrit que « ce qui se passe prouve que le Liban et la Syrie veulent se prémunir contre la tempête dont l'épicentre est l'Irak ».

« Des sources politiques et diplomatiques considèrent que le pouvoir libanais, avec l'appui de Damas, a asséné un coup préventif à l'opposition afin de réduire son influence en prévision d'une frappe contre l'Irak et à l'examen du projet de loi (américain) de sanctions sur la Syrie », ajoute le journal.

Un autre diplomate occidental a déclaré que « Damas sait qu'elle ne craint rien des Américains, pour le moment, mais veut neutraliser par précaution l'opposition chrétienne afin que Washington ne s'en serve pas comme moyen de pression sur la Syrie ».

## 20 ans Juste pour rire

## 40 humoristes

## 60 minutes de rires et d'émotions

Avec



... et bien d'autres

## Juste pour raconter 20 ans

À TVA, dimanche 29 septembre, 19h

**Juste  
pour  
rire**

